



WWF

RAPPORT
ANNUEL

MADAGASCAR

2016



Rapport Annuel 2016

WWF Madagascar

© WWF Madagascar 2016

Tous droits réservés.

Toute reproduction de cette publication en totalité ou en partie doit mentionner le titre et créditer le WWF.

Publié par :

WWF Madagascar

près lot II M 85 ter Antsakaviro

B.P. 738 - Antananarivo 00101

+261 20 22 348 85

+261 34 49 888 05

wwfmadagascar@wwf.mg

www.wwf.mg

Credits :

Photo de couverture : © WWF Madagascar / Tony Rakoto

Photo de couverture arrière : © WWF Madagascar

CONTENU

AVANT-PROPOS..... 5
CARTE DES PAYSAGES
D'INTERVENTION 6
LES PAYSAGES PRIORITAIRES.....7
LES PAYSAGES SECONDAIRES 8



DES GRANDES RÉALISATIONS AU NIVEAU NATIONAL

- Education pour le développement durable pour les Jeunes Malgaches
- Une alliance WWF-CARE pour Madagascar
- Gestion améliorée : construction d'infrastructures dans les Parcs Nationaux
- Madagascar est engagé dans le développement d'un programme d'accès durable à l'électricité
- La stratégie nationale pour la gestion durable de la chaîne de valeur de Bois Energie est définie
- Vers la mise en place d'aires protégées résilientes
- Renforcer la capacité de la société civile pour une meilleure gouvernance et lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles



PAYSAGE TERRESTRE ET MARIN DE MAHAFALY

- Développer une filière poule pérenne et génératrice d'emplois dans le sud-ouest de Madagascar
- Une algoculture génératrice de revenus
- Pour une gestion durable de la chaîne de valeur Bois Energie dans le paysage Mahafaly
- Des organisations de la société civile leaders dans l'Atsimo Andrefana



PAYSAGE TERRESTRE ET MARIN DE MANAMBOLO TSIRIBIHINA

- Une nouvelle Réserve de Biosphère de l'Unesco
- Pour la gestion durable des mangroves par les communautés de Manambolo Tsiribihina
- La restauration de mangroves, une responsabilité citoyenne conduite par les jeunes et les communautés

- Le miel de mangrove, générateur de revenus et moyen de préservation des ressources
- Zéro déforestation, engagement régional de tous les acteurs de Menabe
- Des communautés aux organisations de la société civile ; tous ensemble au service de la conservation durable des ressources naturelles
- Les femmes, piliers d'une conservation réussie
- La filière crabe, mine d'or pour les communautés de pêcheurs dans les zones côtières
- Pêche durable, bénéfique pour les humains et la nature



PAYSAGE DES HAUTES TERRES DU NORD

- La gestion du corridor forestier COMATSA est efficace
- 50% de l'aire protégée COMATSA sont gérées par les communautés villageoises
- Les patrouilleurs forestiers adoptent l'outil LEM/SMART pour un meilleur suivi et identification de délits
- La région Sava consolide l'application du « dina »



PAYSAGE MARIN DU CANAL DU MOZAMBIQUE NORD

- Les acteurs de la conservation marine de l'Océan Indien Occidental se mobilisent pour un secteur pétrolier et gazier responsable
- Aqualma, première ferme crevette d'Afrique certifiée ASC
- Comores et Madagascar, des échanges pour améliorer la gestion des parcs et des sites marins
- Les quatre premiers plans d'aménagements des pêcheries sont signés par les communautés de la Baie d'Ambaro

LES PAYSAGES SECONDAIRES.....31
2016 EN CHIFFRES 33
RAPPORT FINANCIER 2016..... 34





© WWF Madagascar / Pauline Dame

«
MAIN DANS LA MAIN
AVEC LES COMMUNAUTÉS
LOCALES, NOUS AVONS
DÉVELOPPÉ ET TESTÉ
DES SOLUTIONS À LA
DÉFORESTATION ET À
LA DÉGRADATION DES
RESSOURCES NATURELLES
»

AVANT-PROPOS

L'année 2016 aura été, selon les experts, la plus chaude depuis que les relevés climatiques existent, mais c'est aussi l'année d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, un pacte mondial pour combattre le changement climatique.

Pour Madagascar, le contexte environnemental de 2016 a été à l'image de celle du monde – de grands défis certes, mais aussi de bonnes perspectives d'avenir auxquelles le WWF est fier d'avoir contribué auprès de nos partenaires.

Selon les estimations du Rapport Planète Vivante 2016, Madagascar pourrait perdre jusqu'à plus de 30% de ses espèces avant la fin de ce siècle si nous maintenons le rythme auquel nous faisons usage de nos ressources naturelles. Les lémuriens sont les mammifères les plus menacés au monde. À l'heure actuelle, une menace de suspension du commerce international d'espèces sauvages plane toujours sur le pays à cause de l'inefficacité de la gouvernance sur l'exploitation de bois précieuses. En outre, l'exploitation abusive, souvent incontrôlée, des ressources naturelles marines rend la vie des communautés côtières de plus en plus difficile.

Main dans la main avec les communautés locales, nous avons développé et testé des solutions à la déforestation et à la dégradation des ressources naturelles : renforcement de la gestion des aires protégées à travers de nouveaux outils et des techniques de surveillance améliorées ; mise en place des plans d'aménagement des pêcheries au niveau communautaire ; amélioration des capacités de gestion des ressources naturelles des communautés de base.

Cette année est la première année de mise en œuvre de notre plan stratégique 2016-2020. Avec nos partenaires, nous avons jeté les bases d'un développement local inclusif et intégré, mettant le capital naturel au centre, dans chacun des quatre paysages prioritaires où nous oeuvrons : le Plateau Mahafaly et son littoral, les mangroves de Manambolo-Tsiribihina, les Hautes Terres du Nord et le nord du Canal de Mozambique.

Deux zones de haute importance environnementale à

Madagascar ont vu augmenter leurs statuts de protection. Dans les Hautes Terres du Nord, le corridor forestier Marojejy-Anjanaharibe sud-Tsaratanana (COMATSA), 318.087 ha, est officiellement devenu une aire protégée faisant partie du Complexe des Aires Protégées Ambohimirahavavy Marivorahona (CAPAM) qui s'étend sur 537.465 ha. En outre, situé dans la région du Menabe, le site Belo-sur-Mer-Kirindy Mite a obtenu son statut de Réserve Biosphère de l'Unesco.

Cette année, la ferme Aqualma d'UNIMA, le plus grand producteur de crevettes d'élevage à Madagascar, a obtenu l'eco-certification ASC de bonnes pratiques sociales et environnementales avec l'appui du WWF.

Le concept de développement durable est actuellement intégré dans le Plan de l'Education Nationale, pour faire de nos jeunes les bâtisseurs d'un futur en harmonie avec la nature. Le gouvernement de Madagascar s'est engagé à tenir compte des écosystèmes naturels et d'en faire un réseau d'infrastructures vertes dans son futur plan d'aménagement du territoire.

Oui, 2016 a apporté de bonnes perspectives d'avenir, poursuivons nos efforts communs pour qu'elles deviennent bientôt des réalités.




Merci

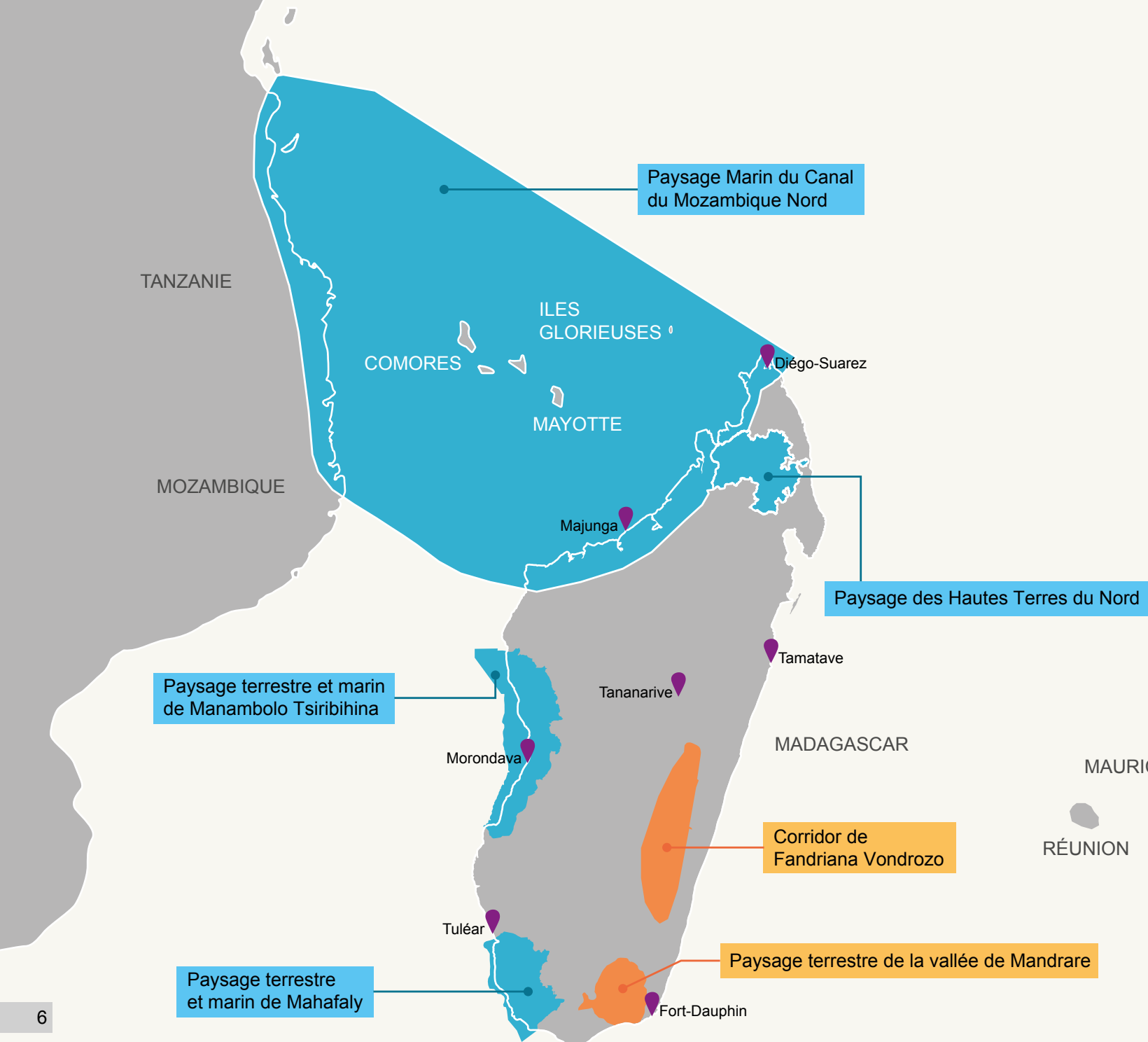
Nanie Ratsifandrihamanana
Directrice WWF Madagascar

PAYSAGES D'INTERVENTION



Paysages WWF

-  Paysage prioritaire
-  Paysage secondaire
-  Ville



LES PAYSAGES PRIORITAIRES

(ZONES D'ACTION PRIORITAIRE POUR LES ACTIONS DE WWF EN 2016)

Paysage terrestre et marin de Mahafaly



Le paysage terrestre et marin de Mahafaly accueille le plus grand bloc intact de forêt épineuse et le troisième plus grand récif corallien au monde. Cette forêt épineuse a le pourcentage le plus élevé d'espèces végétales endémiques dans le pays, avec 48% des genres et 95% des espèces présentes nulle part ailleurs sur terre. L'écosystème côtier et marin comprend de riches récifs coralliens avec un habitat diversifié contenant près de 6000 espèces associées aux récifs. Le calcaire karstique du Plateau Mahafaly et son labyrinthe de cours d'eau souterrains abritent des espèces endémiques archaïques de poissons aveugles.

Paysage des Hautes Terres du Nord



Isolées et accidentées, les Hautes Terres du Nord sont l'une des dernières étendues de forêts primaires à Madagascar et constituent un site important de biodiversité. Le paysage des Hautes Terres du Nord est formé par plusieurs types d'écosystèmes dominés par une vaste étendue de forêts. Plus de 2.281 espèces ont été jusqu'à présent identifiées, dont 538 sont endémiques. Il représente également un corridor crucial pour la faune et abrite des sources de rivières qui s'écoulent à la fois vers l'ouest et l'est de Madagascar.

Paysage terrestre et marin de Manambolo Tsiribihina



Le paysage terrestre et marin de Manambolo Tsiribihina comprend une des plus vastes et plus intactes étendues de mangroves de Madagascar. Les mangroves qui bordent la côte de ce paysage fournissent à la région des services écologiques importants ; agissant comme un tampon contre les cyclones et l'élévation du niveau de la mer et, plus important encore, comme une zone de production et de croissance pour les crabes, les poissons et les crevettes. Les mangroves jouent également un rôle particulièrement important dans la lutte contre les changements climatiques car elles séquestrent le carbone plus efficacement que la plupart des autres types de forêts.

Paysage Marin du Canal du Mozambique Nord



La région du Nord du Canal de Mozambique (NCM) est l'une des zones de biodiversité terrestre et marine les plus exceptionnelles au monde et constitue un réservoir biologique pour toutes les zones côtières d'Afrique orientale. C'est aussi une zone à fort potentiel économique pour l'Afrique de l'Est, à travers le développement du tourisme et de la pêche industrielle et artisanale.

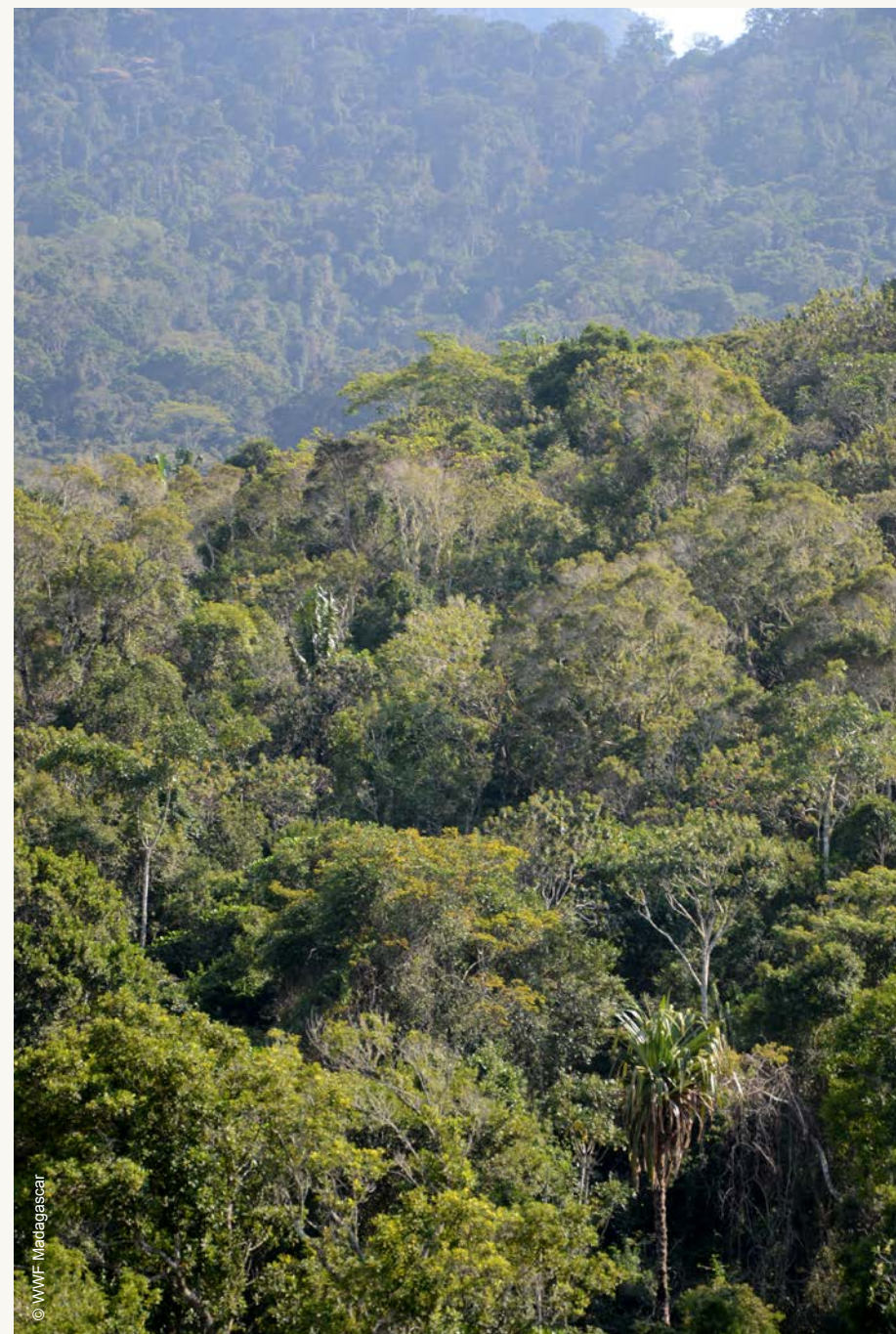
LES PAYSAGES SECONDAIRES

(ZONES D'ACTION SECONDAIRES POUR LES ACTIONS DE WWF EN 2016)

Paysage terrestre de la Vallée de Mandrare



S'étendant dans l'extrême Sud du pays, la vallée de Mandrare est dotée d'un environnement unique englobant des forêts humides, des zones transitoires de forêts humides à sèches, des forêts galerie et des buissons épineux. Ces habitats naturels abritent de nombreuses espèces uniques, hautement spécialisés qui se sont adaptés de manière unique à ces environnements spécifiques. 90% des espèces végétales locales sont endémiques et un certain nombre d'entre eux est très menacées. Les fourrés épineux abritent le *Lemur catta*, ou le lémurien à queue annelé, des espèces emblématiques de Madagascar.



Corridor de Fandriana Vondrozo



Le corridor de Fandriana Vondrozo qui s'étend au sud de la partie est de Madagascar, comprend des forêts humides à basse altitudes, à altitude moyenne et de haute montagnes. Le corridor forestier contient des dernières portions de forêts primaires dans le pays. Il dispose également d'un grand nombre de plantes et d'animaux endémiques et emblématiques, dont les bois de rose et les palissandre et le espèce de lemur *Hapalémur*, qui se nourrit exclusivement de bambou.





DES GRANDES RÉALISATIONS AU NIVEAU NATIONAL

Education pour le développement durable pour les Jeunes Malgaches

En Octobre 2016, l'approche éducation pour le développement durable a été intégrée avec succès dans le programme scolaire malgache dans le cadre d'une réforme du système éducatif. Ceci est le résultat du plaidoyer mené par WWF et ses partenaires depuis 2012, en utilisant des résultats positifs des expérimentations de l'approche éducation pour le développement durable, des méthodes et des activités sur le terrain dans 10 écoles modèles.

Les actions de plaidoyer ont conduit à la création d'un Comité permanent sur l'éducation pour le développement durable au sein du Ministère de l'Education, qui regroupe toutes les directions et a pour but de proposer des orientations clés, de renforcer la capacité des décideurs clés et de faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

L'intégration de l'éducation pour le développement durable dans le programme scolaire malgache préparera et autonomisera la nouvelle génération de jeunes à devenir des acteurs proactifs, engagés dans la consommation et la production durable, tout en améliorant leurs conditions de vie et en participant à des activités de conservation et de développement à tous les niveaux.

900 étudiants de l'Ecole Notre Dame de Nazareth à Toliara, par exemple, produisent, font la promotion et utilisent des briquettes comme une alternative au charbon de bois, qui est l'une des causes principales de la déforestation dans la région Atsimo Andrefana et à Madagascar. Cette simple activité organisée au niveau de l'école a eu des effets multiples : l'engagement et la contribution à réduire l'utilisation du charbon de bois dans les familles (l'utilisation de briquettes réduit de 2/3 le charbon de bois nécessaire pour la cuisson et contribue à sauver la forêt) ; comme activité économique verte, elle prépare et éduque les étudiants à avoir des comportements et une culture d'entrepreneuriat écologiques.

Bailleur : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).

Une alliance WWF-CARE pour Madagascar

Madagascar se caractérise par son statut de hotspot pour la biodiversité mondiale subissant une dégradation rapide de son capital naturel ; une pauvreté grandissante et de faibles niveaux de développement humain accentués par une forte vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.

Face à ces défis interdépendants, CARE et WWF estiment qu'ils peuvent contribuer davantage à un changement durable à Madagascar en unissant leurs forces dans le cadre d'une alliance réfléchie et à long terme, une alliance qui cherchera également à travailler avec la société civile, le secteur privé, et les acteurs étatiques engagés dans le développement durable du pays au profit de tous son peuple.

L'objectif de l'Alliance est que « En 2026, l'alliance CARE-WWF aura contribué de manière significative à la fois à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la diversification des moyens de subsistance des ménages vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones rurales ciblées et une meilleure santé des écosystèmes et des espèces. »

Cinq régions dans deux grandes zones agroécologiques, l'une dans le nord-est et l'une dans le sud/sud-ouest du pays, ont été identifiées comme prioritaires pour des interventions conjointes adaptées à chaque milieu. Les approches suivantes ont été identifiées par l'Alliance CARE-WWF comme ayant le plus grand potentiel pour produire un impact à l'échelle :

- Politique et plaidoyer commun
- Renforcement de la société civile
- Accent sur les femmes et les jeunes



- Engagement du secteur privé
- Amélioration des modèles d'intervention pour la mise à l'échelle
- Mesure d'impact (sur la population et la nature)

Les équipes de CARE et du WWF à Madagascar sont sorties de cette exercice de formulation de vision sur l'Alliance avec de plus hautes ambitions, sur la base d'objectifs et de principes communs et une meilleure compréhension de ce que chaque partenaire peut apporter à l'Alliance. En travaillant ensemble et en utilisant systématiquement leurs forces complémentaires, elles peuvent renforcer leur impact, accroître la durabilité, et réaliser une plus grande mise à l'échelle.

Bailleurs: Sall Family Foundation et CARE.

Gestion améliorée : construction d'infrastructures dans les Parcs Nationaux

A travers un partenariat entre Madagascar National Parks et WWF des bureaux d'accueil et des centres d'interprétation ont été construits pour les parcs nationaux de Tsimanampesotse et Kirindy Mite, ainsi que la Réserve Spéciale d'Andranomena afin d'améliorer l'efficacité de leur gestion et l'accueil des visiteurs. Cette collaboration a permis de doubler le nombre d'infrastructures à disposition de Madagascar National Parks. Un appui d'autant plus important pour le WWF dans la mesure où ces aires protégées constituent le coeur de ses paysages prioritaires.

Le parc Tsimanampetsotse a été doté, d'un bureau administratif, d'un magasin/garage, de vingt-deux logements pour le staff du parc, ainsi que des postes de surveillance pour les gardes forestiers. Pour la Réserve d'Andranomena, des logements pour le personnel et des gardes forestiers et d'autres bâtiments de soutien sont dorénavant disponibles. Les parcs et la réserve possèdent ainsi les infrastructures adéquates pour une gestion efficace et un accueil plus optimal des visiteurs avec des bâtiments suivant les normes anticycloniques internationales.

Bailleur : Coopération allemande via KfW.



Madagascar est engagé dans le développement d'un programme d'accès durable à l'électricité

Le Ministère de l'Énergie s'est engagé dans le développement d'un programme national qui permettra aux communautés rurales isolées et vulnérables d'avoir accès aux services de l'électricité solaire suite à l'initiative et au soutien du WWF et du Barefoot College.



Depuis 2012, WWF aide des femmes issues de communautés rurales dépendantes des ressources naturelles, pour la plupart illettrées, pour le développement de services d'électricité solaire dans leurs villages. Le programme a démarré avec sept femmes qui se sont rendues au centre de formation du Barefoot College en Inde pour une formation technique de 6 mois en technologie solaire. Huit autres femmes malgaches de deux communautés rurales dans le nord-est et à l'ouest du pays ont suivi, et un troisième groupe est déjà en train de se préparer pour suivre la formation à partir de mars 2017.

Ces femmes seront des acteurs clés dans le futur Centre de formation Barefoot Collège qui sera mis en place à Madagascar, tel que prévu dans le programme national. Certaines d'entre elles seront les futures formatrices. Le programme national a l'ambition de constituer d'ici 2030 un réseau de 744 « femmes ingénieurs solaire » et d'équiper 630 000 ménages en systèmes solaires.

La stratégie nationale pour la gestion durable de la chaîne de valeur de Bois Énergie est définie

Dans le cadre de la nouvelle politique énergétique adoptée en Novembre 2015 par Madagascar, une stratégie nationale pour l'approvisionnement en bois énergie a été définie par le Ministère en charge de l'Énergie, avec le soutien technique du WWF et d'autres parties prenantes.

L'expérience du WWF au cours de la dernière décennie sur cette question et les leçons tirées ont fortement contribué à enrichir les discussions autour de cette stratégie. L'utilisation à grande échelle d'équipements de cuisson économes, le reboisement à des fins énergétiques, l'utilisation de meilleures techniques pour la production de charbon de bois et la réglementation du secteur Bois Énergie sont quelques-uns des éléments clés de cette stratégie.

Prévue dans cette stratégie nationale pour l'approvisionnement durable en bois énergie, la loi nationale sur les bioénergies est en cours d'élaboration par un Comité technique national dans lequel WWF est partie prenante. Cette loi a pour but de réglementer l'activité du secteur biomasse énergétique (bois énergie, biocarburants, biogaz...) pour favoriser un développement socio-économique durable.



Vers la mise en place d'aires protégées résilientes

Au cours des cinq dernières années, WWF Madagascar s'est investie dans la promotion des aires protégées (AP) résilientes pour l'adaptation au changement climatique et a élaboré une méthodologie



spécifique d'adaptation au climat pour les aires protégées (CAMPAs) dans le cadre d'un programme pilote mis en oeuvre conjointement avec le WWF Colombie, WWF Philippines et des partenaires clés. Cela inclut des méthodologies pour évaluer la vulnérabilité au changement climatique et pour identifier des options d'adaptation qui aident à intégrer les aspects sur le changement climatique dans les outils de gestion des AP.

En 2016, WWF a formé 33 personnes dont des responsables d'AP de quinze aires protégées dans les paysages marins et terrestres prioritaires de Madagascar et des Comores sur l'utilisation de cette méthodologie. A l'issue de cette formation, des recommandations clés ont été développées pour simplifier et mieux appliquer sa déclinaison au niveau local à partir de 2017. De plus, les discussions avec le Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts malgache qui gère le Système des Aires Protégées de Madagascar ont conduit à la promotion de la CAMPAs comme outil de gestion des AP. L'objectif est qu'en 2020, toutes les aires protégées situées dans les paysages prioritaires de WWF devraient améliorer leur résilience afin d'assurer la gestion à long terme de la biodiversité dans un contexte de climat qui change.

Bailleurs : Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD) et Union Européenne.

Renforcer la capacité de la société civile pour une meilleure gouvernance et lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles

Le renforcement des capacités de la société civile est essentiel pour parvenir à une meilleure gestion des ressources naturelles. A cet effet, 109 organisations de la société civile (OSC) malgache ont été mobilisées et soutenues dans leur travail de plaidoyer.

Les programmes de renforcement de capacités apportés par WWF ont renforcé et autonomisé des dirigeants et agents de changement.

Par ailleurs, WWF a catalysé en 2016 la mise en place de la Coalition nationale de plaidoyer des OSC environnementales (CNPE), qui est composé de 38 membres de différentes localités à travers Madagascar.

La CNPE ainsi que les autres OSC ont acquis des compétences essentielles, y compris des techniques de plaidoyer et de communication, des compétences en investigation, et une meilleure connaissance des lois et règlements relatifs aux ressources naturelles clés.

Elles sont maintenant pleinement opérationnelles, et sont activement impliquées dans des campagnes de plaidoyer pour lutter contre les abus des ressources naturelles, dont la collecte et l'analyse d'information, tirer parti des médias, faire du plaidoyer auprès du gouvernement et déposer des plaintes officielles.

Quatre campagnes de plaidoyer, cinq forums publics et quatre ateliers avec les décideurs ont été menés par ces coalitions d'OSC pour traiter des problématiques politiques, légales et juridiques pressantes dans les zones de hotspot touchées par le trafic illicite des ressources naturelles ou le défrichement des forêts (régions de SAVA, Analanjirofo, Atsinanana, DIANA et Sofia). Par le biais de ce processus,

13 institutions publiques ont été impliquées pour prendre des décisions et des mesures pour lutter contre le trafic des ressources naturelles. Il est important de souligner que ce travail a été réalisé en collaboration avec deux organismes nationaux indépendants de lutte contre la corruption (BIANCO et SAMIFIN).

Les OSC environnementales ont évolué en plateformes qui sont écoutées et respectées par les autorités locales et le grand public. Elles sont maintenant reconnues par les partenaires techniques et les décideurs politiques comme d'importantes voix malgaches qui sont pleinement impliquées dans la lutte contre les pratiques illégales.

Par exemple, certaines organisations comme le mouvement ROHY, la Coalition nationale de plaidoyer des OSC environnementales (CNPE), l'OSC des industries extractives OSCIE et l'OSC pour la préservation des ressources naturelles Alliance Voahary Gasy ont fortement contribué à faire avancer les décisions politiques et juridiques importantes telle que la révision du code minier et la mise en place d'une cour de justice spéciale pour les affaires de bois précieux.

Bailleurs : USAID, Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA) et Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD).

PAYSAGE TERRESTRE ET MARIN DE MAHAFALY



© WWF Madagascar / Roland Eve



© WWF Madagascar / David Wolozian



© WWF Madagascar / Raif Baker

Développer une filière poulpe pérenne et génératrice d'emplois dans le sud-ouest de Madagascar

En 2016, les villages littoraux Mahafaly assurent et confirment leur importance dans le domaine de l'exportation des poulpes au niveau de la Région Atsimo Andrefana. L'éco-certification de la pêche aux poulpes est une stratégie appuyée par le WWF afin d'assurer la gestion durable de cette ressource et d'augmenter les revenus des pêcheurs. Six villages du paysage Mahafaly (Beheloke, Besambay, Ambola, Ampasimahanoro, Andomotse et Tariboly) ont mis en place des réserves temporaires de poulpes l'année 2016. Celles-ci consistent à fermer la pêche aux poulpes durant deux mois afin de favoriser le recrutement et la croissance des jeunes poulpes. Ainsi en 2016 lors de l'ouverture des réserves de 280,1 hectares (pour 4 jours), un record de pêche de 4152.4 kilos des poulpes (juste pour le premier jour) a été enregistré dans ces six villages, qui ont aussi pêché le plus grand poulpe de la région en 2016 : 7,4 kg.

Toujours dans l'appui à la gestion communautaire des ressources halieutiques, WWF promeut la pêche au large. Cinq villages (Maromena, Befasy, Beheloke, Itampolo et Ambohibola) comptabilisant 150 ménages ont été dotés des matériels de pêche au large telles que les palangres et palangrottes et ont bénéficié de formations adéquates. En outre que l'amélioration de revenu journalier, la pêche communautaire au large réduit la surpêche aux alentours des récifs coralliens. En 2016, en ciblant de plus grosses prises en dehors des lagons, les pêcheurs ont vu leur capture journalière aller jusqu'à 15kg par pêcheur / jour contre 5kg par pêcheur/jour auparavant.

Bailleur : Swedish Postcode Funds.



Une algoculture génératrice de revenus

Des actions de promotion et de développement de la culture d'algues rouges ont été initiées sur le plateau Mahafaly depuis 2013 pour réduire les pressions sur les ressources halieutiques et forestières. Cette activité alternative à la pêche permet à la fois une diminution de la pression sur les ressources naturelles halieutiques et contribue à apporter un revenu complémentaire aux communautés villageoises.

Cette année 2016, six villages (Beheloke, Ampasinabo, Befasy, Lanirano, Ankilimionga, Antsako) ont été appuyés conjointement par WWF et la société privée COPEFRITO afin d'augmenter significativement et de manière pérenne la production d'algues sèches. Les villages d'Ampasinabo, Ankilimionga, Lanirano et Antsako ont récemment créés leurs nouveaux champs d'algoculture. Dans le paysage marin Mahafaly, 92 fermiers d'algues ont produit 23 tonnes d'algues. En 2016, les fermiers ont gagné 75 000 Ariary / USD 25 par mois (augmentation de 13,69% par rapport à leur revenu mensuel). Les revenus accrus ont permis aux ménages d'envoyer leurs enfants à l'école, de remplacer les toits de leurs maisons ou d'acheter des mobiliers et des équipements ménagers. Et l'activité est en constant développement sur le littoral Mahafaly, car 42 nouveaux fermiers, dont 32% femmes, ont mis en place de nouveaux champs d'algoculture sur un nouveau site à Ankilimionga.

Bailleur : Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD).

Pour une gestion durable de la chaîne de valeur Bois Energie dans le paysage Mahafaly



Depuis 2007, WWF œuvre pour la gestion durable de la filière Bois Energie dans le sud-ouest, dans la mesure où la production et la consommation en bois énergie constituent une des pressions majeures sur les forêts d'épineux.

Fort des acquis obtenus depuis, en termes de plantation à vocation bois énergie avec les communautés structurées en associations de reboiseurs, d'appui à l'administration pour la réglementation de la filière, de promotion de l'utilisation d'équipements de cuisson économes à Toliara et les environs, WWF est entré dans une phase de pérennisation et mise à l'échelle de ces acquis.

Le renforcement des capacités de mobilisation et coordination de l'administration forestière pour un contrôle et suivi efficace et pérenne de la chaîne de valeur Bois Energie, l'établissement de mécanismes pertinents entre le secteur

privé, les communautés et l'administration forestière pour le déploiement du reboisement ayant une vocation Bois Energie, le renforcement de l'entrepreneuriat de petites entreprises dans l'extension professionnelle de leurs activités de production et vente d'équipements de cuisson économes en bois énergie, et enfin le renforcement des capacités des structures communautaires locales pour des activités d'exploitation durable des ressources bois énergie, font parties des leviers de pérennisation et mise à l'échelle initiés.

Ainsi, fin 2016, quatre entreprises artisanales de production d'équipements de cuisson économes soutenues WWF ont atteint une capacité de production annuelle de 3 200 équipements de cuisson économes, si auparavant cette capacité était de 1 200 équipements par an.

Des organisations de la société civile leaders dans l'Atsimo Andrefana

Avec l'appui du WWF, la Plateforme des Organisations de la Société Civile Atsimo Andrefana a coordonné la campagne de reboisement de 10.000 arbres dans la Région Atsimo Andrefana avec la participation financière du secteur privé, notamment les hôteliers.

L'implication du secteur privé est une grande première dans la Région, et des perspectives d'un engagement sur le long terme de ce secteur sont envisagées grâce à un plan de reboisement de la région pour les années à venir.

Bailleur : NORAD.





PAYSAGE TERRESTRE ET MARIN DE MANAMBOLO TSIRIBIHINA

© WWF Madagascar / Tony Rakoto

Une nouvelle Réserve de Biosphère de l'Unesco

Le site de Belo-sur-Mer-Kirindy-Mite a été inscrit au réseau mondial des Réserves de Biosphère de l'UNESCO en mars 2016. Les Réserves de Biosphère sont des zones comprenant des écosystèmes terrestres, marins et côtiers. Chaque réserve favorise des solutions conciliant la conservation de la biodiversité et son utilisation durable.

La Réserve de Biosphère Belo-Sur-Mer-Kirindy-Mite est composée d'une aire centrale qui est le parc national Kirindy Mite (156.350 ha), d'une zone tampon de 88 000 ha. Elle comprend également une aire de transition de 387 000 ha dont 190 400 ha d'espaces marins.

Depuis la mise en place du parc national Kirindy Mite, plusieurs initiatives et projets sont en cours : écotourisme communautaire, projets de nurseries de concombre mer, algoculture ... Concentrés dans la zone tampon de la réserve, ce sont principalement des pratiques d'exploitation durable des ressources tout en renforçant la conservation du parc national Kirindy Mite.

Ces initiatives sont menées en collaboration de plusieurs entités dont Madagascar National Parks, qui est le gestionnaire de la réserve mandaté l'état malgache et ses partenaires techniques et financiers dont le WWF.

Les communautés locales par l'intermédiaire du système de cogestion du parc national sont déjà impliquées directement dans les activités de patrouille, de suivi écologique et d'entretien (pare-feu, pistes d'accès, ...) du parc national. Le plan d'aménagement et de gestion de Kirindy Mite intègre les objectifs du Plan Régional de Développement de la Région Menabe.

Bailleur : Coopération allemande via KfW.



© WWF Madagascar

Pour la gestion durable des mangroves par les communautés de Manambolo Tsiribihina

La gestion des mangroves par les communautés locales est un des moyens les plus efficaces pour assurer la protection durable de ces écosystèmes et des ressources importantes qu'ils abritent. Avec l'appui du WWF, les communautés de base gèrent sept sites couvrant un total de 31834 ha de mangroves dans les régions Menabe et Melaky.

Pour assurer pleinement leur rôle de gestionnaire des ressources naturelles, ces communautés appliquent le « dina », un ensemble de réglementations communautaires. La communauté de base d'Ambakivao a pu faire payer le « vonodina » (système d'amende en cas de non-respect du « dina ») à des coupeurs illicites au mois de septembre. Quant à elle, la communauté de base d'Antanandahy a chassé des charbonniers des forêts de mangroves de son territoire grâce à l'application du « dina ».

De plus, dans la Région Melaky, 50 ménages de pêcheurs des villages de Masoarivo, Soahany et Manombo, ont bénéficié d'une formation sur de nouvelles techniques de pêche et de conditionnement des crabes, ainsi que d'un appui financier pour la confection de balances à crabes, qui permettent d'ajuster les prises au poids minimum autorisé des crabes capturés.

Bailleurs : Agence Française de Développement, Helmsley foundation Trust et Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).

La restauration de mangroves, une responsabilité citoyenne conduite par les jeunes et les communautés

Entre octobre et novembre 2016, près de 80.000 propagules ont été plantés sur 14 sites de restauration couvrant une surface totale de 45,4 ha dans la ville de Morondava et le district de Belo Sur Tsiribihina. Dirigée par le Consortium des Jeunes Mahery, il s'agit de la plus grande campagne de restauration de mangroves dans la région du Menabe dirigée par des jeunes.

Le Consortium des jeunes Mahery est l'union de sept associations de jeunes de la région qui travaillent entre autres, pour la protection de l'environnement. « Nous avons choisi la restauration de mangroves pour ralentir la dégradation des zones humides du Menabe. Nous avons la volonté de soutenir le développement de notre Région grâce aux mangroves. », raconte Tivainrainy Aristide, responsable de conservation du Consortium des jeunes Mahery.

Les mangroves jouent un rôle essentiel dans la protection des côtes : elles freinent l'érosion et protègent les côtes lors des tempêtes. Les écosystèmes côtiers qui sont associés aux mangroves intacts ont une plus grande résilience face au changement climatique. Les mangroves servent également d'habitat, de zone de reproduction et de nourrissage pour de nombreuses espèces, comme les fameux crabes des mangroves dont dépendent de nombreuses familles.

Bailleurs : Agence Française de Développement, Helmsley foundation Trust, Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA), Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD) et Fondation Mc Arthur.



Le miel de mangrove, générateur de revenus et moyen de préservation des ressources

WWF Madagascar travaille pour renforcer la résilience au changement climatique des populations qui vivent sur les zones côtières du paysage Manambolo Tsiribihina : augmentation de la température de la mer, intensité des cyclones tropicaux qui ensablent les mangroves et érodent les côtes, etc.

Des analyses de vulnérabilité au changement climatique ont été réalisées dans le paysage en 2011 pour identifier les mesures d'adaptation les plus efficaces afin de réduire la vulnérabilité des communautés auprès des zones côtières. Entre autres, la fréquence des vents du sud ne permet pas aux pêcheurs de sortir en mer à certaines périodes de l'année. C'est une des principales raisons qui freinent et affectent les revenus des pêcheurs.

Parmi les mesures d'adaptation identifiées au niveau du paysage, plusieurs activités génératrices de revenus alternatifs, dont l'apiculture, ont été appuyées par WWF pour soutenir la conservation des ressources naturelles et minimiser la vulnérabilité des populations dans leurs zones d'interventions.

En collaboration avec l'association FIRaisantsoan'ny TAntsaha Menabe (FITAME), WWF a appuyé une cinquantaine d'apiculteurs dans dix villages autour du delta de la rivière Tsiribihina et a distribué plus de 110 ruches. Avec un prix moyen de 10.000 ariary le litre, dans la dernière session d'extraction de miel dans les dix sites d'implantation des ruches 500 litres de miel ont été collectés.

Bailleurs : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA), Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD) et Fondation Mac Arthur.



Zéro déforestation, engagement régional de tous les acteurs de Menabe

Le WWF s'est joint aux organisations de la société civile du Menabe, sous la coordination de la coalition FIVE, pour collaborer avec la DREEF afin de développer un plan d'actions afin de lutter contre la déforestation incontrôlée dans cette région.

Ce plan porte sur la mise en place d'une meilleure organisation de la filière bois énergie – entre autres à travers le contrôle des charbonniers et des flux commerciaux de charbon de bois – et l'amélioration de la transparence de la gouvernance forestière. Il porte également sur l'autonomisation financière de la politique régionale de reboisement. Le plan d'action plaide pour la mise en place d'une bonne organisation de la filière bois énergie, entre autres, le contrôle des charbonniers et des flux commerciaux de la filière charbon.

Le plan a été signé et validé par la Région, la DREEF, le procureur général de la république et la société civile du Menabe.

Bailleurs : Helmsley foundation Trust et Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).



Des communautés aux organisations de la société civile ; tous ensemble au service de la conservation durable des ressources naturelles



La fédération FIVOI, qui rassemble une vingtaine de communautés de base des villages autour de Morondava et de Belo sur Tsiribihina, au sud-ouest de Madagascar, est déjà en action depuis son lancement en octobre en collaboration avec WWF et l'ONG CODE Menabe.

FIVOI est un réseau de gestionnaires

communautaires des mangroves, des zones humides, des forêts sèches du Menabe et représente la voix des communautés dans les différentes réunions de prises de décisions concernant la gouvernance des ressources naturelles de la région. La formalisation administrative de FIVOI auprès des autorités est effective depuis octobre 2016.

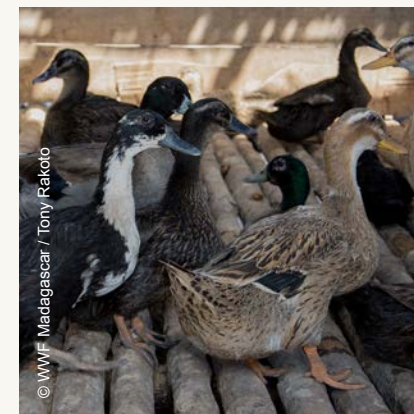
Par ailleurs, vingt et une organisations de la société civile, également appuyées par WWF dans le Manambolo Tsiribihina, ont défini un plan d'action commun en 2016. L'objectif de ce plan est d'améliorer leur collaboration au bénéfice de la conservation des forêts et écosystèmes dans les régions Melaky et Menabe.

Ces organisations de la société civile interviennent dans différents secteurs (tourisme, journalisme et médias, renforcement de capacités des jeunes, conservation et gestion de ressources naturelles, développement des femmes, actions sociales en milieu rural, etc.).

Bailleur : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).

Les femmes, piliers d'une conservation réussie

En 2016, WWF a appuyé cinq associations de femmes dans le delta de la rivière Tsiribihina sur l'élevage de canard dans les villages de Mavoatoka et de Tsimandrafoza, et sur des activités de broderie et d'artisanat dans les villages d'Ankirijivato, d'Antsakoamaliny et de Soarano, afin d'améliorer leur bien-être. Les femmes issues des associations ont restauré ensemble plus de 20 ha de forêts de mangroves.



Bailleur: Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).

Madame Blandine, présidente de l'association «Ampela Mihetsiky», les femmes qui bougent, dans le village de Tsimandrafoza : « Notre association s'occupe principalement de l'élevage des canards. Nous avons des vergers et des jardins potagers pour les légumes. Nous mangeons certains produits comme les tomates et vendons d'autres comme les brèdes. Nous avons construit nos basse-cour et nos jardins avec la bénédiction du président du « Fokontany ».

Nous, femmes de Tsimandrafoza, n'aimons pas l'inactivité. Nous avons monté cette association pour trouver des choses à faire ensemble. Nous cherchons des solutions à nos problèmes ensemble et nous avons trouvé les moyens de subvenir à nos familles. Nous avons actuellement 65 cannes pondeuses, et nous vendons les oeufs 400 Ariary à Belo Sur Tsiribihina. C'est valorisant d'avoir quelque chose à faire. On a le sentiment de servir à autre chose qu'à s'occuper des enfants. Chacune de nous a plus de volonté de faire des choses. »

La filière crabe, mine d'or pour les communautés de pêcheurs dans les zones côtières

La pérennité de l'exploitation traditionnelle du crabe des mangroves passe par la gestion durable de son habitat par les communautés et par la réduction des pertes après capture. En 2016, 35.000 ha de mangroves sont gérés par 12 regroupements de communautés de base (COBA) appuyés par WWF Madagascar.



Les communautés ont doublé leurs revenus grâce à l'ouverture de la saison de pêche aux crabes, car le prix du kilo du crabe est passé de 1200 Ariary en 2014 à 2500 Ariary en 2016. Ceci est possible grâce à la valorisation des captures, avec l'utilisation de la balance à crabes « belaroa », vulgarisé par de nombreux acteurs du programme SMARTFISH et WWF Madagascar.

Actuellement, cette filière est structurée entre les communautés qui font la pêche traditionnelle des crabes dans les mangroves, le Groupement des Exportateurs de Crabe, qui regroupe 14 sociétés exportatrices et l'Etat malgache à travers le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche. De l'homologation des fermes aquacoles pour les crabes à la taille minimale de capture de 11 cm en passant par la fermeture annuelle, la filière crabe est aujourd'hui réglementée par six arrêtés ministériels. Cette structuration est essentielle pour WWF Madagascar, qui appuie la promotion de ce modèle de production intégrant les communautés. Elle garantit de la pérennité de la filière et assure une gestion communautaire durable des mangroves.

Bailleurs : Agence Française de Développement, Helmsley foundation Trust et Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).



Pêche durable, bénéfique pour les humains et la nature

Pour mieux rentabiliser l'activité de pêche pour les communautés de pêcheurs, tout en assurant la durabilité de la pêche dans les régions Melaky et Menabe, WWF Madagascar a soutenu la professionnalisation des pêcheurs et a appuyé leur structuration en coopératives en collaboration avec le consortium LALANDA, une coalition d'ONGs qui travaille pour la structuration de la filière pêche dans ces régions.

En 2016, trois coopératives ont été mises en place dans la région Menabe avec plus de 150 membres et trois autres vont être créées dans la région Melaky, au premier trimestre 2017 avec 120 pêcheurs membres.

Les membres des coopératives bénéficient des renforcements de capacités sur la maîtrise des outils de pêche les plus modernes adaptés au contexte local, comme des techniques d'utilisations des palangres et palangrottes, ou des techniques de transformation et conservation des poissons (salage, fumage et séchage). Les coopératives contribuent à une meilleure gestion de la filière pêche au

niveau local en aidant l'administration dans le recensement et l'octroi de cartes de pêcheur et en facilitant l'accès des produits de pêche aux marchés.

Pour renforcer l'effectivité de ces dynamiques, l'implication des opérateurs privés est clé. En ce sens, des opérateurs tels que la société COPEFRITO offre déjà des débouchés réguliers aux pêcheurs, aux communautés gestionnaires de réserves et aux groupements économiques locaux soutenus par des organismes dont le WWF. Parallèlement, elle développe des actions pilotes pour l'optimisation de la chaîne de valeur du crabe en préparant l'implantation de bassins d'engraissement. Ces bassins permettront de réduire les pertes post-capture et de revaloriser commercialement une partie de la production régionale.

Bailleurs : Agence Française de Développement, Helmsley foundation Trust et Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).

PAYSAGE DES HAUTES TERRES DU NORD





© WWF Madagascar

La gestion du corridor forestier COMATSA est efficace

Grâce à l'appui du WWF dans les Hautes Terres du Nord depuis 2008, le corridor forestier Marojejy-Anjanaharibe sud-Tsaratanana (COMATSA), d'une superficie de 318 087 ha, est officiellement devenu une aire protégée en 2015.

En 2016, la gestion de ce corridor forestier a été sanctionnée par une bonne note de 68/100 avec l'outil METT, alors que l'objectif était de 60/100. Le METT est l'indice de l'efficacité de gestion (IEG) des aires protégées le plus utilisé dans le monde.

Ceci démontre le résultat d'une bonne gestion de corridor forestier qui est intégré dans le Complexe des Aires Protégées Ambohimirahavavy Marivorahona (CAPAM), d'une superficie de 537 465ha.

Le COMATSA fait partie des aires protégées qui forment un des plus grands blocs de forêts humides à Madagascar et assure l'approvisionnement en eau des régions Sava et Sofia, ainsi qu'une partie de la région Diana, dans le nord du pays. De nombreuses cultures vivrières dépendent de ce grand réservoir hydrographique naturel, faisant des Hautes Terres du Nord un véritable levier de l'économie régionale. Ainsi, ces forêts ne sont pas uniquement précieuses en termes écologiques mais aussi par leurs valeurs socio-économiques.

Bailleurs : Canton de Genève, Canton de Zurich, Fondation Sympbasis, GEF et PNUD.



50% de l'aire protégée COMATSA sont gérées par les communautés villageoises

WWF continue de déployer ses efforts pour le transfert de la gestion des ressources naturelles de l'aire protégée COMATSA à la société civile, avec la mise en place de structures de gestion au niveau régional (comité d'orientation et de suivi) et au niveau local (regroupements de communautés de base gestionnaires).

Le transfert de gestion des ressources naturelles responsabilise les villageois dans la gouvernance du terroir et des ressources forestières. Ce transfert se matérialise sous la forme d'un contrat entre l'Etat et les communautés villageoises qui règlemente la jouissance des droits d'exploitation des produits forestiers à des fins d'alimentation, cosmétiques, médicinales ou culturelles.

Ainsi, à la fin de 2016, environ 50% (157 932 ha) de l'aire protégée COMATSA sont gérées par les communautés.

De plus, pour diminuer la pression sur les ressources forestières, WWF a promu des activités alternatives génératrices de revenus comme l'apiculture, la pisciculture, l'élevage de poulets ou, la culture de vanille et de riz.

Bailleurs : AFD/ FFEM, Air France, GEF et PNUD et Conservation Internationale.

Les patrouilleurs forestiers adoptent l'outil LEM/SMART pour un meilleur suivi et identification de délits



245 patrouilleurs forestiers ont été formés au système du Law Enforcement Monitoring, qui utilise le logiciel Spatial Monitoring and Reporting Tool (LEM/SMART) en 2016. Ce logiciel permet le suivi des pressions sur les ressources naturelles et l'identification et le traitement des délits.

Ce système a été adopté par 56 communautés villageoises gestionnaires de l'aire protégée COMATSA et l'outil est devenu le standard de patrouille géoréférencée.

Sur 220 patrouilles communautaires et trois patrouilles conjointes avec le service forestier et la gendarmerie, 348 délits ont été observés. Les délits les plus importants sont la coupe de bois, le défrichage et la chasse. 77 auteurs de délits sont traduits en justice, ou amenés à payer les amendes suivant les conventions locales ou « dina ».

Ainsi, la gestion des ressources naturelles a vu une forte amélioration, aussi bien du côté des communautés de base que de l'administration forestière locale.

Bailleurs : USAID.

La région Sava consolide l'application du « dina »

Le « dina », règle traditionnelle homologuée par le tribunal, est désormais appliqué dans la région SAVA, au nord-est du pays, pour éviter la relaxe des auteurs de délits, responsables, entre autres, de l'exploitation illégale des ressources naturelles.

En effet, une initiative commune qui a réuni le WWF, diverses ONG et organisations de la société civile, les communautés de base, les forces de l'ordre, les autorités et le tribunal d'Antalaha a permis de discuter ouvertement des limites de ce règlement coutumier. La rencontre a permis de clarifier les rôles de chaque entité et a abouti à son homologation auprès du tribunal et à une amélioration de son application.

L'homologation des dina a permis de renforcer les interventions des communautés gestionnaires des ressources naturelles. Un comité d'application du dina et un comité de suivi de cette application ont été créés.

L'initiative a déjà porté ses fruits en 2016 : une personne a été mise en prison, ayant commis une infraction de défrichage de la forêt, à l'encontre de ce règlement homologué au niveau du tribunal. C'est une grande première car habituellement, les auteurs des infractions bénéficient toujours d'une relaxe, faute de preuves recevables.





**PAYSAGE MARIN
DU CANAL DU
MOZAMBIQUE NORD**

© WWF Madagascar / Tony Rakoto



© WWF Madagascar



Les acteurs de la conservation marine de l’Océan Indien Occidental se mobilisent pour un secteur pétrolier et gazier responsable

Dans l’Océan Indien Occidental, le WWF et ses partenaires, dont le consortium d’ONG de l’Océan Indien Occidental s’engagent pour que la responsabilisation du secteur pétrolier et gazier soit une priorité dans la conservation marine. A cet effet, une étude avait été commanditée en 2015 pour déterminer le statut du développement du secteur pétrolier dans cette zone. Un groupe de travail a été formé pour développer une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations de cette étude et coordonner les actions à mener pour sécuriser de ce secteur sensible.



Parmi les étapes prioritaires, les organisations de la société civile ont bénéficié d’un renforcement de capacités sur deux thèmes clés: la compréhension des méthodes de développement et d’exploitation des champs pétrolières et les normes et les bonnes pratiques environnementales liées au secteur pétrolier. 12 représentants de la société civile venant des pays de la zone Nord du Canal de Mozambique ont été formés à Zanzibar en novembre 2016 sur les thèmes Pétrole et Gaz, notamment sur les cadres législatives régissant le secteur, les grandes lignes sur la contractualisation avec les Compagnies pétrolières et sur l’impact social et environnemental des activités extractives.

Le partenariat pour la gestion intégrée marine de la zone Nord du Canal de Mozambique est maintenant opérationnel, notamment en matière de recherches conjointes de financements pour la gestion durable de cette zone.

Bailleurs : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA), Belvedere et Postkode.

Aqualma, première ferme crevetteière d’Afrique certifiée ASC

Unima, à travers sa ferme aquacole Aqualma située à Mahajamba, est la première ferme d’élevage de crevettes d’Afrique à obtenir la certification ASC/Aquaculture Stewardship Council. Cette certification, qui lui a été octroyée en juillet 2016, reconnaît une production respectant des normes environnementales et sociales.

Appuyé par WWF pour le développement et la mise en œuvre de bonnes pratiques sociales et environnementales depuis 2007, Unima a déployé ses efforts dans le développement communautaire, le reboisement et la bonne gestion des ressources naturelles des zones de mangroves, le traitement des effluents et la bonne gestion des déchets.

Cette certification est de grande importance pour le secteur d’exportation malgache. En effet, 49% des produits halieutiques exportés de Madagascar sont des crevettes, majoritairement issues de la production d’Aqualma.

L’Europe, qui importe 400 000 tonnes de crevettes tropicales d’élevage par an, est la principale destination de l’exportation malgache. Cette nouvelle certification ASC, qui est à la fois un gage de bonnes pratiques industrielles et une garantie de qualité, assurera à la crevette malgache une place de choix dans la consommation européenne.

Bailleur : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).



Comores et Madagascar, des échanges pour améliorer la gestion des parcs et des sites marins

Les gestionnaires de l'aire marine protégée de Mohéli aux Comores ont rencontré leurs homologues Malagasy issus du Madagascar National Park (MNP), de Conservation Internationale (CI) et des communautés gestionnaires de sites marins (LMMA) lors d'une visite d'échanges organisée par WWF. Pendant la rencontre, qui s'est déroulée dans le nord-ouest de Madagascar, les deux équipes ont visité des sites marins sous gestion communautaire des villes côtières d'Ambilobe et Diego Suarez et de l'île de Nosy Hara. L'expérience leur a permis de découvrir des initiatives locales qui contribuent à l'autonomie des villageois et à la préservation des écosystèmes locaux : restauration et reboisement de mangroves, petits élevages, mécanisme de pêche et tourisme communautaire.

Les deux équipes ont ainsi pu apprécier l'implication des villageois dans la gestion locale des ressources naturelles et analyser les démarches de conservation et de développement des aires marines. Ces visites consistent ainsi à renforcer la conservation de ces aires marines à travers un programme d'échanges entre les gestionnaires, dans un esprit de réseautage et de partage de bons procédés.

Bailleur : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).



© WWF Madagascar

Les quatre premiers plans d'aménagements des pêcheries sont signés par les communautés de la Baie d'Ambaro

Quatre villages dans la baie d'Ambaro, au cœur de la région de Diana, au nord-ouest de Madagascar, ont réaffirmé leur engagement pour la bonne gestion des ressources naturelles. Ils ont adopté les premiers plans d'aménagements des pêcheries à l'échelle communautaire à Madagascar, en collaboration avec le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche et le WWF.



© WWF Madagascar / James Morgan

Ces villages (Antenina, Ampasivelona, Ankazomborona et Antsatrana) de 996 ménages pêcheurs seront le pilote d'une gestion locale des ressources halieutiques formalisée. Ceci, avec l'appui du WWF.

Le potentiel économique de la baie d'Ambaro est considérable, si la gestion de la pêche et des ressources marines est efficace. En effet, les forêts de mangroves qui s'y trouvent sont les plus denses de Madagascar, mais leurs stocks de crevettes se sont effondrés en quarante ans, avant la mise en place des mesures formelles efficaces de gestion. La pêche et les ressources naturelles issues des mangroves forment les principales sources de revenus des communautés environnantes.

L'application des mesures de gestion concertées et inscrites dans les plans d'aménagements des pêcheries est la gage de la gestion durable des activités de pêche garantissant l'augmentation des revenus des communautés riveraines.

Enfin, avec l'appui de WWF, ces communautés ont réalisé un vaste reboisement de mangroves s'étendant sur plus de 300 ha, et des activités génératrices de revenus alternatives (élevage de canard, chèvres, poulets) ont été promues afin de réduire la pression sur les ressources marines. En outre, des études sur les impacts et l'adaptation au changement climatique à l'échelle locale ont aussi été réalisées.

Bailleur : BMZ.



LES PAYSAGES SECONDAIRES

Collaboration gagnant-gagnant entre les communautés de base et le secteur privé



Sans le développement économique de la population qui l'entoure, une ressource naturelle ne peut pas être gérée durablement. C'est également valable pour le Corridor forestier Fandriana Vondrozo dont 314 186 ha a été classé Aire Protégée *Corridor Forestier Ambositra-Vondrozo* en 2015 grâce aux acteurs environnementaux intervenant dans la zone,

dont WWF. Ceci a motivé l'équipe de WWF à promouvoir la collaboration entre les communautés de base (COBA), gestionnaire de forêts des Districts de Fandriana et de Vondrozo, et le secteur privé. Ces COBAs ont été appuyées et encadrées par WWF depuis leur création.

Ainsi, cette année 2016, deux sociétés ont transmis les techniques nécessaires aux communautés pour obtenir des produits de qualité et ensuite ont signé des contrats de production avec les membres des communautés unies en coopérative ou fédération.

Il s'agit d'AROMANIA, une entreprise spécialisée dans la production, la transformation et l'exportation d'huiles essentielles et de plantes aromatiques qui collabore avec la coopérative Maitsomanitra de Fandriana pour la production d'huiles essentielles de géranium avec une plantation de 5 ha ; et de QUIMPEXX, une société spécialisée dans la production et l'extraction des principes actifs de l'écorce de quinquina, qui collabore avec la fédération de communautés de base de Vondrozo pour la plantation de quinquina sur une superficie de 15ha.

Bailleur : Agence Internationale Suédoise de Coopération pour le Développement (SIDA).



Les aires protégées Nord Ifotaky et Ankodida dans la Vallée de Mandrare ont obtenu leurs décrets de création définitive en avril 2015 grâce à l'appui de WWF. Depuis, la gouvernance et la gestion de ces deux aires protégées ont été renforcées.

Les patrouilles de surveillance et suivi utilisent désormais le système LEM-SMART, un outil de planification et mise en oeuvre de patrouilles reconnu mondialement. Ainsi, en 2016 onze communautés de base (COBA), co-gestionnaires des aires protégées, à travers 81 agents communautaires de ces aires protégées, ont été formées à la collecte des données à travers cet outil.

En outre, l'implication et la prise de responsabilité des parties prenantes, telles que les autorités locales et le service forestier sont maintenant effectives. A travers le système de surveillance aérienne, les photos prises pendant le mois de novembre et décembre 2015 ont été analysées en 2016 pour identifier les délits et pouvoir poursuivre leurs auteurs. 100% des défrichements ont été détectés à travers la surveillance aérienne et ont été ensuite vérifiés par les patrouilles terrestres. La surveillance aérienne a continué en 2016.

Tout cela a permis de réorienter les itinéraires de patrouilles, de faire appliquer la loi et les sanctions, et de sensibiliser la population

Gouvernance renforcée aux nouvelles aires protégées de Nord Ifotaky et Ankodida

sur l'illégalité des défrichements. Pour les sanctions, la convention communautaire ou « Dina » démontre son efficacité car au minimum 85% des auteurs des délits connus ont payé des amendes. Les analyses des photos aériennes prises en 2016 ont montré une grande diminution de la perte des forêts dans les 2 aires protégées : à Ankodida 2.72 ha de perte en 2016 contre 21 ha en 2015 ; et à Nord Ifotaka 51.58 ha de perte en 2016 contre 190.02 ha en 2015. Ce sont les chiffres les plus bas enregistrés pour ces 2 aires protégées depuis 2010, année à laquelle nous avons commencé les survols dans ces sites.

De plus, autour de l'aire protégée Nord Ifotaka, l'électrification par l'énergie renouvelable solaire et éolienne a permis de créer des activités génératrices de revenu comme la couture avec des machines à coudre, le travail du fer avec des poste de soudure ou la conservation de produits destinés au commerce avec des équipements de froid. Deux associations qui regroupent 19 acteurs économiques qui dépendaient directement des ressources naturelles auparavant, sont maintenant bénéficiaires de ces activités alternatives.

Bailleur : Wildcat Foundation.



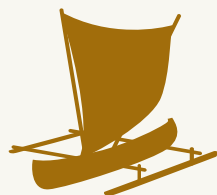
2016 EN CHIFFRES

PAYSAGE TERRESTRE ET MARIN DE MAHAFALY



700

700 pêcheurs sont regroupés dans une fédération de 15 Aires Marines Gérées Localement pour la conservation des aires marines du littoral Mahafaly.



+1.000

Plus de 1.000 pirogues ont obtenu leur numéro d'enregistrement auprès de la Direction de Ressources Halieutiques et de la Pêche pour la professionnalisation des pêcheurs du littoral Mahafaly.

PAYSAGE DES HAUTES TERRES DU NORD



53

53 communautés de base autour du Corridor forestier Marojejy Tsaratanana gèrent ses ressources naturelles.



537.465

Le Complexe des Aires Protégées Ambohimirahavavy Marivorahona (CAPAM) s'étend sur 537.465 ha.

PAYSAGE TERRESTRE ET MARIN DE MANAMBOLO TSIRIBIHINA



369.295

369.295 jeunes plants de mangroves ont été plantés par les communautés de Manambolo Tsiribihina.



800

800 ménages de Mahabo, Morondava et Belo sur Tsiribihina ont été équipés de foyers améliorés KAMADO depuis août 2016.

PAYSAGE MARIN DU CANAL DU MOZAMBIQUE NORD



996

996 ménages de pêcheurs de la Baie d'Ambaro adoptent leurs plans d'aménagements des pêcheries communautaires.

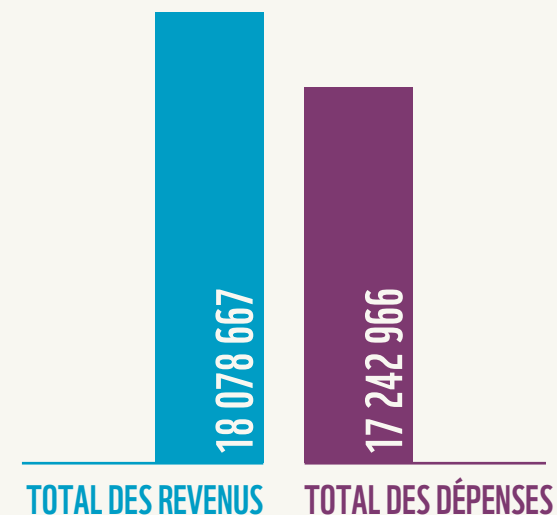
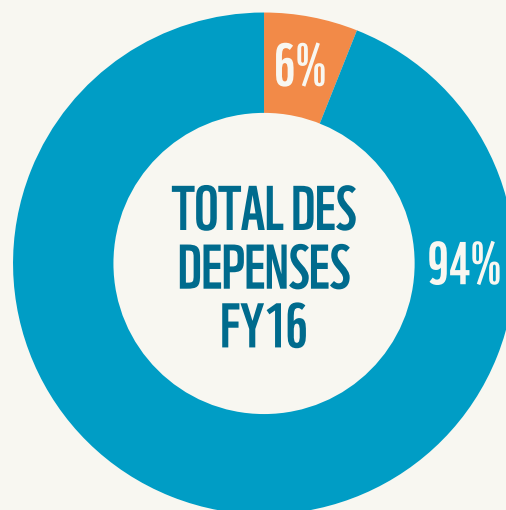
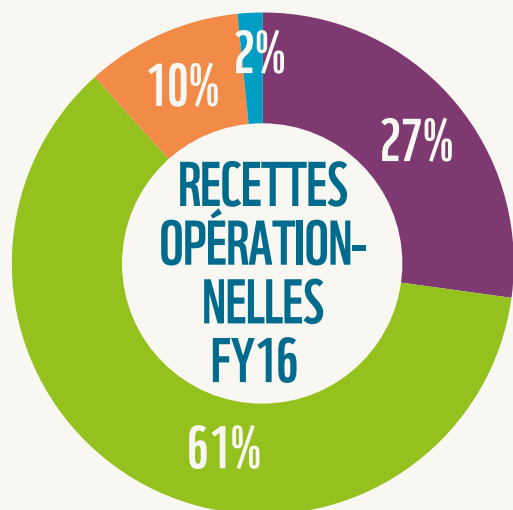


+6.000

Plus 6.000 réchauds améliorés distribués dans la Baie d'Ambaro permettent de sauver 1 000 ha/an de forêt naturelle.

RAPPORT FINANCIER 2016

94% des dépenses du WWF Madagascar sont orientés vers les projets



REVENUS	FY2016	%
Sources du WWF	4 914 932	27%
Sources de Financement du Secteur Public	11 053 513	61%
Autres aides directs	1 818 475	10%
Autres revenus	291 747	2%
Total des revenus	18 078 667	

en millier de MGA

DÉPENSES	FY2016	%
Activité Principale PO	1 040 638	6%
Coûts des Projets	16 202 328	94%
Total des dépenses	17 242 966	

en millier de MGA

SOMMAIRE	FY2016
Total des revenus	18 078 667
Total des dépenses	17 242 966

en millier de MGA



WWF Madagascar en 2016

5 668

fours améliorés distribués.

2 738 940

plants reboisés.

278 998

hectares de forêts gérés par 106 communautés de base engagées.



1

ferme d'aquaculture de crevettes certifiée avec le label ASC pour des bonnes pratiques environnementales et sociales.



Notre raison d'être.

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

WWF Madagascar

BP 738

Lot près II M 85 Ter Antsakaviro

Antananarivo 101. Madagascar.

+261 20 22 348 85 - + 261 34 49 888 05

wwfmadagascar@wwf.mg

www.wwf.mg